

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance  
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre  
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée  
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources  
Les informations contenues dans ce journal sont obtenues par la lecture journalière des journaux en  
ligne Afp- ats - Ap - Reuters, Al-manar - Chine nouvelle (Chine) ) CPI - IPC –Novosti- PNN- Wafa -  
Sana – Radio chine internationale - Al Manar - XINHUANET et Al-Oufok : Mouvement Démocratique  
Arabe

## Journal de Palestine

N° 404 du 3 au 9.12

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyez pas surpris d'entendre Sharon  
& consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce  
sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : [www.palestine-solidarite.org](http://www.palestine-solidarite.org) à cette adresse : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_Palestiniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm)

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

### Sommaire

Tiré à part

Olmert accuse les colons juifs de mener des "pogromes" à Hébron.

La discrimination en Cisjordanie rappelle l'apartheid, selon une ONG israélienne.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

5-1 Chérif BOUDELAL : Le blocus contre GAZA par les armes... Et les médias français le font par le silence !

5-2 KHALED ABU TOAMEH : Al-Jazeera interdite de Moukhata.

---

---

03-012 au 09-12: Peuple Palestinien : 2 tués - 4 blessés  
Occupants : 0 tué - 0 blessé

---

---

Tiré a part

### Olmert accuse les colons juifs de mener des "pogromes" à Hébron

Le premier ministre israélien Ehud Olmert a dénoncé dimanche les violences commises par des colons juifs contre des Palestiniens à Hébron, les qualifiant de "pogromes". Il a appelé la police à cesser de faire preuve d'une "clémence intolérable" à l'égard des agresseurs.

"En tant que juif, j'ai honte que d'autres juifs fassent une telle chose", a déclaré M.#Olmert devant son gouvernement. "Nous sommes un peuple dont historiquement, l'éthos (ndlr: ensemble de comportements caractéristiques d'un groupe social) est fondé sur le souvenir des pogromes", a dit Olmert, dont les propos ont été cités dans un communiqué. "Voir des juifs armés tirer sur des civils palestiniens innocents ne peut que nous rappeler les pogromes."

Cette déclaration, l'une des plus fortes du premier ministre démissionnaire, fait suite à la diffusion d'une vidéo montrant un colon qui fait usage d'une arme à feu et blesse des Palestiniens.

Le terme de pogrome, d'origine russe, est employé pour désigner les massacres perpétrés contre les juifs notamment au XIXe siècle dans l'ancien empire de Russie.

Olmert a également annoncé qu'il souhaitait que soient organisées des poursuites judiciaires et que cesse "la clémence intolérable à l'égard des colons qui enfreignent la loi."

Les incidents entre les communautés juive et palestinienne se sont multipliés depuis quelques semaines en Cisjordanie et notamment à Hébron. Samedi, des colons juifs ont mis le feu à une maison palestinienne dans la ville pour protester contre l'expulsion deux jours auparavant d'une dizaine de familles de colons installées dans un bâtiment qu'elles affirmaient avoir acheté à un Palestinien.

Le mois dernier, des colons avaient peint des graffiti insultant le prophète Mahomet sur les murs d'une mosquée avant de vandaliser des tombes dans un cimetière voisin.

Quelque 650 colons israéliens résident dans une enclave fortifiée, protégée par des soldats et située au coeur de la ville où vivent quelque 180'000 Palestiniens.

08 décembre 2008

Edicom

[http://www.edicom.ch/fr/news/international/olmert-accuse-les-colons-juifs-de-mener-des-pogromes-a-hebron\\_1188-5861564](http://www.edicom.ch/fr/news/international/olmert-accuse-les-colons-juifs-de-mener-des-pogromes-a-hebron_1188-5861564)

---

### La discrimination en Cisjordanie rappelle l'apartheid, selon une ONG israélienne.

La discrimination instaurée par Israël en Cisjordanie entre Palestiniens et colons juifs rappelle de plus en plus le régime d'apartheid jadis en vigueur en Afrique du Sud, a estimé hier une importante association israélienne de défense des droits de l'homme. Les implantations juives en territoire palestinien « ont créé une situation de discrimination et de ségrégation institutionnalisées », affirme, dans un rapport, l'Association israélienne pour les droits civils. L'association assure qu'« en Afrique du Sud, la discrimination était fondée sur la race, alors que dans les territoires (occupés), ce sont les critères nationaux qui sont retenus ».

CPI08-12

---

---

## 1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

### Résistance

06-12

Les brigades de Nasser Salah Eddine, la branche militaire des comités populaires, ont déclaré que leurs résistants ont bombardé, vendredi soir, la colonie de Sdérot ainsi que 2 postes militaires de l'occupation israélienne, au sud nord de la Bande de Gaza.

Les brigades de Nasser ont revendiqué cette opération militaire, en soulignant qu'elle est venue pour répondre aux crimes des troupes armées israéliennes et aux agressions continues des colons contre les habitants d'Al Khalil et pour faire face à la sauvagerie de l'occupation qui continue de punir collectivement la population de la Bande de Gaza par son blocus sévère inhumain et sans précédent dans toute l'histoire humaine.

07-12

Les brigades de Salah Nasser Eddine et d'Aymen Jouda, (une branche militaire du Fatah) ont affirmé leur fort maintien à la résistance nationale pour répondre aux crimes continus de l'occupation dont les agressions des colons sionistes contre les palestiniens dans la ville d'Al Khalil et la vieille ville d'Al Qods occupée.

CPI

CPI

Israël a connu un nouveau week-end d'angoisse, avec une vingtaine d'obus qui se sont abattus contre son territoire.

Durant le week-end, plusieurs roquettes et mortiers ont atteint le sud d'Israël et des terrains dans la région d'Ashkelon, une des grandes villes du pays.

Selon les secouristes israéliens, les obus se sont abattus dans une zone industrielle de la municipalité. Ces attaques n'ont fait aucune victime grâce au système d'alerte anti-missile qui a retenti dans les rues à peine 5 minutes après le lancement de l'engin, permettant ainsi aux habitants d'aller se réfugier dans des abris sécurisés.

Le jour d'avant, neuf roquettes Qassam avaient déjà été tirées contre Israël depuis la Bande de Gaza. Ces tirs ont été revendiqués par la branche armée du Fatah (parti politique du président Mahmoud Abbas, pourtant engagé dans un processus diplomatique avec Jérusalem). Dans un communiqué, le mouvement a affirmé que ces obus étaient une « réponse aux actes de barbaries commis par les citoyens juifs de Cisjordanie ».

Au total, c'est une vingtaine de roquettes qui ont touché Israël en un peu plus de 48 heures. Sans compter les 7 engins qui se sont abattus sur la région pour la seule matinée de ce dimanche 7 décembre.

En réponse à la poursuite des tirs de roquettes contre Israël durant la journée de samedi 6 décembre, le ministre de la Défense Ehoud Barak a décidé de maintenir fermés les points de passage entre le territoire israélien et celui de la Bande de Gaza.

7 décembre

Guysen Israël News

07-12

Dimanche matin, une roquette et deux obus de mortier tirés depuis Gaza se sont abattus sur le sud d'Israël, ne faisant ni blessé ni dégâts, selon une source militaire.

une vingtaine de roquettes et d'obus de mortier ont visé Israël.

Selon un décompte établi dimanche par le quotidien Yédiot Aharonot, pas moins de 215 roquettes tirées de Gaza ont frappé Israël depuis le début des incidents le 4 novembre.

CPI

---

## Bande de Gaza - Au jour le jour

### Raid sur Gaza

L'armée de l'Air a effectué, dimanche après-midi, un raid sur la bande de Gaza; visant un commando qui tirait des roquettes en direction des agglomérations juives du Néguev occidental.

Les Palestiniens ont été surpris par Tsahal. Plusieurs d'entre eux ont été touchés.

Claire Dana-Picard

7 décembre

07-12

Un tué des Sarayas et des blessés après un raid et un bombardement des forces de l'occupation .

Lors d'une déclaration dont le centre palestinien d'information a reçu une copie, les brigades ont confirmé que le résistant, Raed Meraouh Youssef, 21 ans, a été tué après la chute d'un obus de l'armée de l'occupation dans une région près du quartier Zeitoun à Gaza.

D'une autre part, l'aviation de l'occupation a ciblé un groupe de résistants palestiniens dans la région de Tel Al Zaatar, à Jabalia, où deux résistants ont été blessés.

Un autre raid a ciblé un groupe de palestiniens qui a échappé à cette tentative d'assassinat, à Beit Hanoun, au nord de la bande de Gaza.

CPI

## Cisjordanie - Au jour le jour

07-12

Un jeune palestinien a été poignardé, ce matin tôt, dimanche 7/12, par deux extrémistes sionistes dans une rue dans le quartier de Keryat Hayouville à Al Qods occupée.

La Radio de l'occupation a annoncé que les forces israéliennes ont arrêté 2 personnes sionistes soupçonnées d'avoir poignardé le jeune palestinien.

CPI

---

---

## 2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000))

---

Civils & résistants tués	: 6.121
Palestiniens blessés	: 52.736
Internationaux blessés (balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

### 2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.147 ( 369 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.494 ( 468 militaires/policiers)

---

---

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

---

---

## 3 Politique

### a) Palestinienne

#### 1-8 Violations colonialiste et action

##### Banques fermées dans Gaza par manque de liquidités

A court de liquidités, les banques de la bande de Gaza ont baissé leur rideau jeudi en attribuant au blocus israélien du territoire palestinien leur incapacité à fonctionner normalement.

"Banque fermée du fait de l'interdiction des rentrées d'argent imposée par l'occupant", indique un panneau apposé sur plusieurs établissements de Gaza.

Salam Fayyad, Premier ministre du gouvernement palestinien basé en Cisjordanie, a souligné cette semaine qu'il n'y avait plus assez de réserves à Gaza pour payer les salaires des quelque 80.000 fonctionnaires qui y travaillent.

Il faudrait, a-t-il précisé, 250 millions de shekels (50 millions d'euros) pour payer ces salaires mais les banques de la bande de Gaza ne disposent au total que de 20% de cette somme.

(Jeudi, 04 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

---

##### 1-11 Situation économique.

La pièce maîtresse de M. Fayyad est un plan appliqué depuis plusieurs mois dans différentes villes de Cisjordanie occupée pour rétablir la sécurité

Il met en œuvre un ambitieux plan de développement économique pour lequel il a réussi à mobiliser plus de sept milliards de dollars en aide internationale. M. Fayyad juge l'amélioration sur le terrain notamment par le saut spectaculaire du nombre des touristes visitant les territoires palestiniens, qui a atteint selon lui quelque 1,2 million depuis le début 2008 contre 400 000 en 2006. Mais il relève qu'au moment où son gouvernement s'efforce de changer le quotidien des Palestiniens, Israël poursuit la colonisation en Cisjordanie et y maintient des centaines de barrages militaires qui morcellent le territoire.

06 décembre 2008. L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=387162>

---

#### 1-13 Prisons & tortures - Déclaration et situation dans les geôles israéliennes -

## La limitation des captifs de Gaza de la liste de libération vise à aggraver la division entre palestiniens.

L'occupation israélienne a décidé d'exclure 20 Palestiniens de la liste de libération pour la seule raison qu'ils sont originaires de la bande de Gaza. Le ministère palestinien des captifs et des libérés voit dans cette décision une volonté d'aggraver la division inter-palestinienne.

Dans un communiqué dont notre Centre Palestinien d'Information (CPI) a reçu une copie hier dimanche 7 décembre 2008, le ministère confirme que les captifs qui seraient libérés sont des détenus dont la peine est sur le point de se terminer.

Le ministère insiste sur le fait que l'exception des captifs originaire de Gaza soit une politique destinée à renforcer le blocus, à briser le moral des familles de captifs, à montrer au monde que la bande de Gaza est une entité qui n'appartient pas à la Palestine.

Les factions palestiniennes doivent monter la barre plus haut, en ce qui concerne le soldat israélien enlevé, dit le ministère palestinien des captifs et des libérés. Les listes de libération doivent désormais comprendre tous les captifs dont ceux de la bande de Gaza.

Notons que ce sont des sources israéliennes qui ont déclaré qu'un comité israélien spécial avait adopté une liste de 230 captifs, après avoir écarté les 20 captifs originaires de la bande de Gaza.

CPI  
08-12

---

---

### b) Politique Israélienne

#### Olmert

#### Gaza : Israël veut agir à l'approche de la fin de la trêve avec le Hamas

Israël a menacé dimanche de riposter à la poursuite des tirs de roquettes palestiniennes depuis Gaza, à l'approche de la fin formelle d'une trêve des violences avec le Hamas qui contrôle le territoire.

"Ces dernières semaines, nous avons été témoins d'une dégradation de la situation dans le sud du pays, et ces attaques sont le reflet de l'effondrement total de la trêve", a affirmé le Premier ministre de transition Ehud Olmert devant son cabinet, selon un haut responsable qui a demandé l'anonymat.

La trêve conclue le 19 juin par l'intermédiaire de l'Egypte expire le 19 décembre et sa reconduction a été rendue problématique par un regain de violences depuis plus d'un mois. "J'ai ordonné aux responsables de la sécurité de présenter un train de mesures efficaces et nous allons définir notre attitude cette semaine", a ajouté M. Olmert. "Nous n'accepterons pas de nous limiter (dans notre action, ndlr) alors qu'on tire tous les jours contre notre territoire", a encore déclaré le chef de gouvernement, faisant porter aux "organisations terroristes" la responsabilité de la dégradation, toujours selon cet officiel.

Interrogé par l'AFP à Gaza, le porte-parole du Hamas, Fawzi Bahoum, a de son côté accusé "l'ennemi sioniste de poursuivre son agression contre Gaza en violant systématiquement les stipulations de la trêve". Il a indiqué que "des discussions ont eu lieu ces derniers temps avec les divers courants à propos de la trêve, mais il semble difficile de pouvoir la reconduire, et le Hamas est prêt à toutes les éventualités".

CPI  
08-12

---

### 2-1 Processus de paix.

#### Livni veut reconsidérer la trêve avec le Hamas

La ministre des Affaires étrangères et dirigeante Kadima Tzipi Livni a proféré des attaques contre le ministre de la défense Ehoud Barak dimanche, insinuant qu'il n'était pas conscient de la réalité dans la bande de Gaza.

"Il n'y a pas de trêve à Gaza", a-t-elle déclaré lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, avant d'ajouter : "celui qui qualifie la situation là-bas de "calme" ne sait pas vraiment ce qu'il s'y passe. Et le responsable de la sécurité doit agir."

Livni a poursuivi en réclamant plus de dialogue entre elle, Ehoud Barak et le Premier ministre Ehoud Olmert, à propos du Hamas.

Selon la chef de la diplomatie, "l'accord de cessez-le-feu arrive de toute façon à son terme prochainement (le 19 décembre prochain), et n'est pas respecté. Pour l'instant, il faut considérer de nouveau comment agir."

Pour toute réponse, Barak a affirmé que "la situation à Gaza était bien connue. La réalité requiert de bien peser nos opinions, notre responsabilité et nos politiques."

The Jerusalem Post  
12.07.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1227702461142&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>  
12.07.08

Le ministre des Transports Shaoul Mofaz a partagé le point de vue de Livni quant à un changement de politique avec le Hamas à Gaza.

Il a affirmé qu'il ne tenait qu'à l'Etat hébreu d'envoyer un message clair au Hamas disant que le leadership, les infrastructures et le fondement de ce dernier peuvent être mis à mal.

The Jerusalem Post

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1227702461142&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

---

## 2-2 Des Canons ... pas du beurre.

04-12

Le 4 novembre, à la suite d'un nouveau cycle de représailles (raid israélien, tirs de roquettes palestiniens), les autorités israéliennes ont bouclé le territoire palestinien, où vivent 1,5 million de personnes.

(Jeudi, 04 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

07-12

M. Barak affirme régulièrement qu'une opération militaire d'envergure contre ce territoire est "inéluçtable", mais a assuré dimanche que celle-ci doit être "soigneusement pesée" avant d'être ordonnée "au bon moment, et comme il faut". Le ton était en revanche beaucoup plus vif parmi les ministres du parti centriste Kadima, alors que des législatives sont prévues le 10 février.

"L'accord de cessez-le-feu n'est pas respecté par l'autre partie (...)

On tire sur nos ressortissants. Ca suffit, Israël doit riposter militairement, économiquement et politiquement", a affirmé aux médias la ministre des Affaires étrangères et chef du Kadima Tzipi Livni. Même ton pour son collègue aux Transports, Shaul Mofaz, qui recommande de "revoir

la politique envers le Hamas, afin qu'Israël "retrouve ses capacités de dissuasion".

Ce général de réserve et ex chef d'état-major s'est récemment prononcé contre une réoccupation militaire de la bande de Gaza, préconisant de "frapper à la tête (du Hamas), de s'en prendre aux infrastructures et de stopper toutes livraison de fioul et autres produits". Tout aussi catégorique, le numéro deux du cabinet, Haïm Ramon, également du parti Kadima, a estimé qu'"Israël devait avoir les mains libres pour agir contre le Hamas et les organisations terroristes".

Il a déploré que la trêve n'ait pas abouti à la libération du soldat israélien Gilad Shalit capturé en juin 2006 par un commando palestinien formé de plusieurs groupes dont l'un relevant du Hamas.

CPI

08-12

---

## 2-3 Sur le terrain .

04-12

Les autorités israéliennes ont annoncé jeudi l'ouverture des points de passage de Kerem Shalom et Karni menant vers Gaza, une première en une semaine, pour permettre l'acheminement de cargaisons limitées de vivres, médicaments et carburants.

(Jeudi, 04 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

04 12

### Israël allège le blocus de Gaza, & les journalistes sont autorisés à entrer

Israël a annoncé hier un allègement du blocus imposé à la bande de Gaza. Le ministre de la Défense Ehud Barak a donné son feu vert à l'acheminement au territoire palestinien d'une cargaison de 70 camions de farine, produits alimentaires et autres produits de première nécessité ainsi que d'une quantité non précisée de carburants, a indiqué son ministère dans un communiqué. Cette mesure représente un geste envers les Palestiniens avant la fête musulmane d'al-Adha qui commence lundi, a précisé le ministère de la Défense. Pour la première fois depuis le 5 novembre, Israël va également autoriser les journalistes étrangers à se rendre à Gaza, a annoncé un porte-parole du ministère de la Défense, Peter Lerner

---

## 2-4 Les grandes manœuvres...

04-12

Près de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, des colons juifs ont mis le feu à des oliviers - ressource économique essentielle aux Palestiniens - et ont lancé des pierres contre des voitures palestiniennes, ont rapporté des habitants.

04-12

Des dizaines de jeunes manifestants israéliens ont bloqué temporairement l'une des entrées principales de Jérusalem pour protester contre l'intervention policière à Hébron.

C'est le ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, qui s'était engagé, quelques heures avant l'opération, à faire évacuer le bâtiment occupé par les colons.

"Ce qui a été mis à l'épreuve, aujourd'hui, c'est l'aptitude de l'Etat à faire appliquer la loi et sa volonté aux citoyens", a dit Barak, en estimant que les policiers avaient dû intervenir face à de jeunes colons "sans foi ni loi".

Les Palestiniens ont salué cette évacuation en estimant toutefois que l'Etat israélien devait aller plus loin.

"L'évacuation des colons de cette maison doit augurer du commencement de celle de tous les colons de la ville", a déclaré Nabil Abou Rdainah, collaborateur du président palestinien Mahmoud Abbas. Six-cent cinquante colons vivent dans des enclaves fortifiées, gardées par des militaires israéliens, au coeur de Hébron, ville peuplée par ailleurs de 180.000 Palestiniens.

## La police israélienne évacue de force des colons à Hébron

Les policiers anti-émeutes israéliens ont eu recours aux matraques et aux gaz lacrymogènes jeudi pour chasser des dizaines de colons juifs extrémistes d'un bâtiment de Hébron, en Cisjordanie, après plusieurs jours de heurts entre ces derniers et des Palestiniens qui jugent leur présence illégitime.

La tension est vive à Hébron depuis que la Cour suprême israélienne a ordonné le 16 novembre aux colons d'évacuer le bâtiment en question, qu'ils occupaient depuis mars 2007. Ces colons affirment avoir acheté la maison à un Palestinien, lequel dément l'avoir vendue.

Et les heurts à Hébron alimentent les craintes de voir ces frictions idéologiques entre extrémistes et modérés dégénérer en violences en Israël même à l'approche des élections législatives fixées au 10 février pour trouver un successeur au Premier ministre démissionnaire Ehud Olmert.

Au moins trois Israéliens ont été légèrement blessés au cours de l'opération de police, qui a duré moins d'une heure et dont beaucoup craignaient qu'elle soit plus délicate encore. Une vingtaine de colons ont reçu des soins sur place pour intoxication aux gaz lacrymogènes.

La police a annoncé avoir procédé à quatre arrestations.

Huit Palestiniens vivant dans le quartier ont en outre été blessés, dont trois par balles, au cours de ces heurts, qui ont continué après l'opération de police. Des colons, dont certains étaient armés, ont mis le feu, d'après des témoins, à une dizaine de voitures et à d'autres biens appartenant à des Palestiniens.

04 12

## Les forces de sécurité israéliennes en état d'alerte après l'évacuation de colons juifs d'une maison de Hébron

Les forces de sécurité israéliennes ont été placées en état d'alerte vendredi après l'évacuation de force la veille de quelque 250 colons juifs qui occupaient illégalement un bâtiment contesté à Hébron, une querelle qui était devenue l'un des principaux points chauds de Cisjordanie.

L'armée a déclaré toute la région de Hébron "zone militaire fermée". Le porte-parole de la police israélienne Micky Rosenfeld a précisé qu'environ 500 policiers ont été déployés dans et autour Hébron.

Selon les services de secours israéliens, 35 personnes ont été blessés dans les deux camps au cours de cette évacuation musclée. D'après la porte-parole de l'armée Avital Leibovitz, l'opération, menée par 600 policiers et soldats, a pris fin en 20 minutes environ. Les colons ont ensuite tenté de réinvestir le bâtiment, mais les forces anti-émeute les en ont empêchés.

Les colons, après avoir été évacués, ont provoqué des incidents à Hébron, allumant des incendies à proximité d'au moins deux maisons palestiniennes. Des colons ont brisé des vitres et jeté des pierres sur des habitations palestiniennes. Sur les toits, pendant ce temps, des Palestiniens bombardaient de pierres colons et policiers en contrebas.

(Vendredi, 05 décembre 2008 –

Al-Oufok avec les agences de presse)

## La police israélienne bloque une livraison humanitaire vers Gaza

La police israélienne a bloqué dimanche le départ d'un bateau chargé de nourriture et matériel médical que des Palestiniens de 48 entendaient livrer dans la bande de Gaza, sous le coup d'un blocus depuis que le Hamas en a pris le contrôle.

Le Mouvement islamiste arabe en Israël avait organisé ce voyage entre Israël et le territoire palestinien côtier, qui devait être la première livraison d'une cargaison humanitaire par la voie maritime.

Mais la police du port de Jaffa a ordonné au propriétaire du navire de ne pas se rendre à Gaza et de conduire son bateau dans la marina de Tel Aviv, où il a été placé sous surveillance.

"Nous avons prévenu le propriétaire qu'il violerait la loi et serait arrêté si son bateau tentait de rallier Gaza", a déclaré le porte-parole de la police israélienne, Micky Rosenfeld.

La loi israélienne interdit à tout citoyen de l'Etat juif de se rendre dans la bande de Gaza, territoire que les colons et l'armée ont quitté en 2005.

"C'est un acte lâche de la part de gens et d'une police qui craignent notre livraison de médicaments à l'hôpital Shifa de Gaza. Mais nous continuerons à briser le siège", a réagi Ahmed Tibi, parlementaire arabe à la Knesset.

La situation humanitaire dans la bande de Gaza inquiète les Nations unies et les organisations de défense des droits de l'homme, qui ont demandé à Israël de relâcher le blocus imposé sur le territoire dirigé depuis juin 2006 par le Mouvement de la résistance islamique.

La semaine dernière, un navire libyen qui devait acheminer à Gaza 3.000 tonnes de nourriture, médicaments et aide humanitaire, selon des responsables libyens et palestiniens, a été dérouté par la marine israélienne.

Plusieurs bateaux en provenance de Chypre, avec à bord des militants pro-palestiniens et de l'aide, ont cependant été autorisés à accoster à Gaza au cours des derniers mois.

Al-Oufok Site du Mouvement Démocratique Arabe

dimanche 7 décembre 2008.

[http://www.aloufok.net/article.php3?id\\_article=5190](http://www.aloufok.net/article.php3?id_article=5190)

---

## 2 5 corruption

La justice renonce aux poursuites contre Olmert dans une affaire de corruption

...

Le ministère public israélien a annoncé hier qu'il ne poursuivrait pas devant les tribunaux le Premier ministre sortant Ehud Olmert dans l'une des six affaires de corruption ou fraudes dans lesquelles il a fait l'objet d'une enquête. Le bureau du procureur a annoncé ne pas disposer de « suffisamment de preuves » pour inculper M. Olmert dans une affaire de trafic d'influence, alors qu'il était ministre de l'Industrie et du Commerce en 2005. Cette levée de poursuites ne concerne pas les cinq autres affaires qui ont poussé M. Olmert à démissionner en septembre.

## 2-6 Politique extérieure

### Ittijah : Israël boycotte la IIème Conférence de Durban.

L'objet de cette manœuvre c'est d'écartier toute tentative qui mettrait en accusation l'Etat d'Israël en tant qu'entité raciste et coloniale.

C'est aussi un chantage à l'antisémitisme afin de faire taire l'opinion publique internationale qui soutient le Droit palestinien, s'oppose aux crimes contre l'humanité commis par Israël et rejette toute référence à caractère raciste : un Etat juif pour les juifs.

La deuxième Conférence de Durban organisée par le Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU à Genève en avril 2009, fera le bilan de la situation de la lutte contre le racisme dans le monde depuis la première Conférence de Durban en 2001.

Il est à rappeler que l'Etat d'Israël figure en bonne position parmi les pays qui connaissent une évolution constante et significative d'un racisme colonial, structurel, officiel et populiste, légalisé. La déclaration de Tzipi Livni est un appel officiel de l'Etat d'Israël lancé aux organisations sionistes mondiales pour une coalition qui tend à discréditer et à porter atteinte à la légitimité de la Conférence de Durban. Et par anticipation, une tentative pour éluder toute velléité d'appel aux sanctions contre Israël et à son boycott.

L'Union des associations civiles arabes - Ittijah, qui jouit d'un statut consultatif auprès de l'ONU, joue un rôle actif dans la constitution d'une alliance d'ONG palestino- arabes, régionales et internationales pour tenter d'influer sur le déroulement de la conférence et appeler à prendre des sanctions contre Israël. Il serait illusoire, sans une position conjointe palestinienne, arabe et internationale, de faire barrage aux dictas d'Israël et de leur allié de toujours les Etats-Unis. Ittijah met également en garde, comme lors de la première conférence de Durban, contre la position complice de l'UE à l'égard d'Israël dans sa politique raciale et d'occupation au détriment des palestiniens.

L'Union des associations arabes qui tente de créer la plus large coalition palestinienne- arabe et internationale, appelle les organisations de la société civile, les mouvements de solidarité internationale, les mouvements de boycott, les mouvements contre la normalisation avec Israël, ainsi que toutes les forces politiques, syndicales, non gouvernementales, laïques et religieuses, et les organisations des communautés palestiniennes à se coordonner, à se partager le travail et à soutenir l'initiative lancée par la société civile palestinienne dans la patrie et dans la diaspora afin de boycotter Israël, lui imposer des sanctions, l'assimiler à une entité coloniale et raciste, et assimiler le sionisme au racisme. C'est le slogan qui a présidé les travaux de la première Conférence de Durban « le sionisme égale racisme - Israël égale apartheid ».

Ittijah

Mouvement des Indigènes de la république

[http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id\\_article=257](http://www.indigenes-republique.fr/article.php3?id_article=257)

## 2-7 Politique intérieure

### Le Likoud élit ses candidats aux législatives

Le Likoud, principal parti d'opposition de droite en Israël, doit élire aujourd'hui ses candidats aux élections législatives de février, dans un climat d'euphorie nourri par les sondages qui prévoient sa victoire. Les 96 000 membres du parti dirigé par l'ancien Premier ministre Benjamin Netanyahu sont appelés à désigner par ordre de préférence près de 150 candidats à la députation.

CPI

08-12

## 2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

### Les restrictions de circulation allégées à Naplouse

Pour la première fois depuis six ans, Israël a allégé les restrictions à la sortie de Naplouse (Cisjordanie), autorisant tous les Palestiniens de plus de 50 ans à sortir de la ville à bord d'une voiture sans demander d'autorisation préalable.

Cette mesure, annoncé par Luay Saadi, responsable côté palestinien de la coordination israélo-palestinienne en matière de sécurité pour la ville, n'a pas été confirmée du côté de l'armée israélienne.

La plupart des habitants de Naplouse doivent passer à pied les barrages israéliens pour sortir de la ville, à moins d'avoir un permis pour passer en voiture, restriction en vigueur depuis 2002 et jamais allégée depuis.

Au plus fort des affrontements israélo-palestiniens, des dizaines de combattants ou kamikazes étaient venus de Naplouse. La ville, qui compte 170.000 habitants, est bouclée par huit checkpoints israéliens et des barrières routières pour contrôler tous mouvements.

Samedi, les soldats israéliens autorisaient en fait toutes les voitures à sortir de la ville, pas seulement celles conduites par des plus de 50 ans, déclenchant une ruée vers les véhicules de la part de citoyens tout heureux de pouvoir prendre leur voiture et aller se promener hors de Naplouse.

Les chauffeurs de taxi travaillant dans le secteur de l'important checkpoint israélien de Huwara, en banlieue sud de Naplouse ont confirmé cette nouvelle liberté de circulation : les soldats israéliens leur ont fait savoir qu'il s'agissait d'un geste de bonne volonté avant la fête musulmane de l'Aïd al-Adha, commémorant le sacrifice d'Abraham, lundi 8 décembre.

AP

(Samedi 06 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)

## Israël arraisonne un bateau chargé d'assistance humanitaire pour Gaza

Israël a arraisonné dimanche au port de Jaffa, près de Tel-Aviv, un bateau qui s'apprêtait à lever l'ancre pour livrer à la bande de Gaza une assistance humanitaire.

"Nous nous apprêtons à partir pour la bande de Gaza pour livrer des centaines de kilogrammes de médicaments et produits de base, et la police maritime nous a empêchés de lever l'ancre", a indiqué à l'AFP le député arabe israélien Ahmed Tibi.

"Les autorités israéliennes laissent faire les colons qui sévissent contre les Palestiniens en Cisjordanie et empêchent dans le même temps une action humanitaire en faveur de la bande de Gaza", a-t-il ajouté.

"Nous restons déterminés à acheminer cette aide", a-t-il assuré.

Plusieurs autres députés arabes israéliens, notamment Taleb El-Sana et Mohammad Barakah, étaient à bord du bateau, de même que les représentants du mouvement islamique israélien et des dizaines de militants pacifistes de la gauche israélienne.

Interrogé par l'AFP, le porte-parole de la police israélienne Miki Rosenfeld, a déclaré: "Ce bateau voulait appareiller vers Gaza et forcer ainsi le blocus imposé à ce territoire. Nous l'avons contraint à s'amarrer dans la marina de Tel-Aviv".

Il a ajouté que trois Israéliens qui avaient chargé à bord des vivres et des médicaments ont été appréhendés pour être interrogés.

La marine israélienne a obligé au début du mois un bateau libyen qui voulait apporter de l'aide à Gaza à rebrousser chemin.

Le cargo était le premier bateau d'un pays arabe à vouloir briser le blocus.

Des embarcations privées transportant des militants pro-palestiniens étrangers ont fait le voyage ces derniers mois et la marine israélienne les avait laissés passer.

(AFP / 07 décembre 2008 08h56)

---

## 2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

### Le captif le plus jeune au monde vit dans des conditions extrêmes.

Youssef Az-Ziq, âgé de seulement 10 mois, grandit avec sa mère, dans les prisons israéliennes. Youssef, le captif le moins âgé du monde, vit dans des conditions catastrophiques.

La emprisonnée Kholoud Al-Masri, qui vient de quitter ces prisons, en est le témoin.

Une fois, le petit avait la température très élevée. Il pleurait sans arrêt. Sa mère ne pouvait rien faire pour lui. En fait, le nourrisson avait besoin d'une nourriture spéciale, d'un climat sain. Ce n'est pas facile pour un bébé de vivre dans ce climat humide, sans soleil.

Pendant une petite période, l'occupant permettait l'entrée de quelques boîtes de légumes spéciales pour les nourrissons. Puis il l'a interdite.

La captive libérée Kholoud Al-Masri appelle à pratiquer toutes les pressions possibles pour libérer le petit et sa mère.

Est-il possible que le petit quitte la prison sans sa maman ?

CPI

05/12/2008

---

## 2-14 Prisons & tortures : Déclaration

### 230 Palestiniens seront libérés mardi

Le comité ministériel pour la libération de prisonniers a approuvé dimanche matin la relaxe de 230 prisonniers palestiniens en geste de bonne volonté envers Abbas.

Les prisonniers, affiliés au Fatah, n'ont "pas de sang sur les mains", d'après le comité. Leur libération aura lieu mardi, pour marquer le jour d'Eid al-Adha, la fête du sacrifice chez les Musulmans.

La motion a été approuvée au cabinet à 13 voix contre 4. Les quatre ministres qui s'y sont opposés sont Shaoul Mofaz (Transports), Yaacov Edri (Développement de la Galilée et du Néguev), Eli Yishaï (Industrie, Commerce et Travail) et Itzhak Cohen (ministre sans portefeuille).

Cohen a expliqué son refus en arguant que les précédentes libérations de prisonniers "n'avaient mené nulle part" et qu'en raison du gel des négociations concernant Gilad Shalit, il ne voyait aucune raison d'en libérer d'avantage.

De son côté, le ministre de l'Environnement Gideon Ezra, qui a voté en faveur de l'accord, a déclaré qu'il n'y avait aucun rapport entre la liste de prisonniers du Hamas et ceux qu'Israël veut libérer.

"Je crois qu'[Abbas] a fait des efforts inédits ces derniers mois pour mettre fin au terrorisme et nous sommes

dans l'obligation de faire notre possible pour lui faciliter les choses sans mettre en péril la sécurité de l'Etat", d'après Ezra.

The Jerusalem Post

12.07.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1227702461791&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

---

### 3 Politique Internationale des territoires occupés

#### a) Pays Arabes & voisins

#### Les bateaux arabes brisant le blocus, un effort populaire d'une importance particulière

Trois bateaux pourront arriver dans la bande de Gaza, dans les jours à venir. Trois bateaux venant de la Turquie, de la Libye et du Qatar. Des missions supplémentaires destinées à briser le blocus. Ils représentent les premières tentatives arabes et musulmanes concrètes destinées à briser l'injuste blocus imposé sur la bande de Gaza. Au passage, ils réaffirmeront le droit palestinien à disposer de ses eaux territoriales. Un couloir maritime conduisant à détruire le mur de l'injuste blocus.

Intifada des bateaux

Djamel Al-Khodri, président du « Comité populaire pour faire face au blocus », a qualifié cette action de l'Intifada des bateaux.

La révolution des bateaux est le nom donné par le gouvernement palestinien à ce mouvement.

Nous savons que quatre bateaux étrangers sont déjà arrivés dans la bande de Gaza. La Liberté, l'Espoir, la Dignité et Gaza, quatre bateaux porteurs de solidaires, de parlementaires, d'hommes juridiques, de produits de premières nécessités ont pu atteindre la bande de Gaza au cours des trois derniers mois. Ces voyages ont encouragé des Arabes et des Musulmans à réagir, même s'ils arrivent un peu tardivement.

Le bateau « La Dignité » est arrivé à Gaza le 8 novembre 2008. Avec cette arrivée, Dr. Arafat Madi, président de la « Campagne européenne pour briser le blocus de Gaza », dit que l'arrivée de ce bateau, porteur de douze parlementaires européens, à Gaza, confirmé qu'une ligne maritime entre le port de Larnaka et Gaza a été ouverte. « Donc, personne n'a désormais d'excuse pour briser le blocus », dit-il.

Pari

Des observateurs croient que ces nouveaux bateaux traduisent la première action populaire arabo-islamique visant à venir en aide au peuple palestinien encerclé. Les actions s'accroissent et se développent jusqu'à la rupture définitive du blocus.

Cette action pourra aussi constituer une pression considérable sur les systèmes arabes, qui n'avaient rien fait contre cet injuste blocus imposé sur la bande de Gaza, qui participent même à son renfort en fermant leurs frontières avec la Bande. Ces systèmes se verront obligés de revoir leur politique.

Ils pourront également mettre sous la lumière du jour les conditions dans laquelle vit la population de la bande de Gaza. Les occupants israéliens interdisent l'entrée du carburant et des produits alimentaires depuis plus d'un mois. Une catastrophe sanitaire et alimentaire pourra frapper la Bande d'un moment à l'autre.

Les envoyés d'agences de presse et de chaînes de télévision étrangères sont eux aussi interdits d'atteindre la bande de Gaza. Ils disent que cette interdiction montre que "Israël" a quelque chose à cacher dans cette grande prison de Gaza.

Des observateurs parient sur des pressions populaires arabo-islamiques, après qu'ils ont été déçus des efforts officiels.

A titre d'exemple, les ministres arabes des affaires étrangères réunis à Paris ont fini leur rencontre, en demandant au secrétariat de la Ligue Arabe de coopérer avec l'Égypte pour faire entrer dans la bande de Gaza des aides urgentes. Ils n'ont pas parlé de la nécessité de mettre fin à l'injuste blocus imposé sur la bande de Gaza depuis trois ans.

Si une action populaire arabo-islamique commence à prendre forme sur tous les niveaux, médiatique, culturel, parlementaire, syndical, elle reste insuffisante. Elle doit aller plus loin.

Et loin de l'effet médiatique, pourtant très important, ces bateaux pourront se transformer en navires portant tout ce dont la population de la bande de Gaza a besoin, dit Arafat Madi, président de la « Campagne européenne pour lever le blocus de bande de Gaza ». Ces bateaux pourront être l'introduction d'un bris total du blocus. L'occupant israélien et les pays qui l'aident dans son blocus tomberont finalement devant la pression populaire de la nation arabo-islamique.

Le Centre Palestinien D'Information

[www.palestine-info.cc/fr](http://www.palestine-info.cc/fr)

---

### Égypte

#### L'Égypte impute au Hamas l'échec de la réconciliation interpalestinienne

Extrait

Le Caire a accusé ouvertement le mouvement islamiste palestinien d'avoir torpillé ses efforts pour une réconciliation interpalestinienne.

L'échec de la réconciliation interpalestinienne est dû « au manque d'enthousiasme du Hamas », a affirmé le chef de la diplomatie égyptienne Ahmed Aboul Gheit, cité hier par la presse.

Seul pays arabe frontalier avec la bande de Gaza, l'Égypte s'efforce en vain depuis plus de trois mois de trouver un terrain d'entente entre le Fateh et le Hamas.

Le Caire craint une répétition du scénario de janvier dernier lorsque des centaines de milliers de Palestiniens de Gaza ont afflué pendant plusieurs jours dans le Sinaï après la destruction à l'explosif du mur frontalier à Rafah.

Le chef des services des renseignements égyptiens, le général Omar Souleimane, s'est investi depuis fin août dans des consultations avec les représentants de 13 factions palestiniennes, dont le Fateh et le Hamas, pour leur arracher un accord sur la formation d'un gouvernement de consensus national. L'Égypte souhaite qu'un tel gouvernement, qui ne comprendrait pas de figures politiques des deux rivaux mais des technocrates proches des deux mouvements, puisse être accepté par la communauté internationale et permette une réouverture du terminal de Rafah en vertu des dispositions prévues par l'accord signé en 2005 par Israël, l'Autorité palestinienne et l'Union européenne.

Mais les tensions entre l'Égypte et le Hamas ne sont pas sans liens avec la conjoncture dans la région, où une guerre d'influence oppose depuis la guerre du Liban en 2006 deux camps opposés : l'un, dit des « modérés (ndlr : pro USA) », regroupe notamment l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Jordanie, alors que l'autre, qualifié de « dur », comprend l'Iran et la Syrie, le Hamas et le Hezbollah.

Lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères de la Ligue arabe la semaine dernière au Caire, le chef de la diplomatie syrienne Walid al-Moallem a accusé implicitement l'Égypte de soutenir le Fateh du président palestinien Mahmoud Abbas aux dépens du Hamas « Le médiateur (égyptien) doit garder une distance égale de toutes les factions », a-t-il dit. Le Caire a rétorqué par un communiqué officiel affirmant que « c'est plutôt la Syrie qui doit adopter une position impartiale » et cesser de soutenir le Hamas.

« Les dirigeants du Hamas ont reconnu ouvertement qu'ils sont financés par un pays de la région », a dit mercredi, dans une allusion à l'Iran, le président de la commission des Affaires étrangères du Parlement égyptien, Moustafa el-Fekki.

05 décembre 2008. L'Orient-Le Jour

<http://www.orient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=387088>

05 12

---

## Iran

### Le chef du parlement iranien : la tragédie de Gaza représente une sauvagerie contemporaine

Le Chef du Parlement iranien, Ali Larijani, a déclaré que la grave tragédie humaine dans la Bande de Gaza montre la grande sauvagerie qui règne dans le monde actuellement.

Le correspondant du centre palestinien d'Information, à Téhéran, a souligné que le Président du Conseil (Shoura) islamique en Iran, a affirmé après la prière de vendredi à Téhéran que la résistance palestinienne, et en particulier le Mouvement de la résistance islamique "Hamas", a été obligé à travers ses opérations militaires l'ennemi sioniste de se retirer de plusieurs parties dans la Bande de Gaza, et a conduit à une véritable crise intérieure dans l'entité de l'occupation.

"Des dizaines de pays avaient intervenu auparavant pour libérer un soldat israélien capturé par la résistance palestinienne, alors qu'il existe plus d'un million et demi de palestiniens dans la Bande de Gaza qui souffrent toujours à cause du blocus arbitraire, injuste et inhumain, durant des mois, sans que ces pays ne bougent le petit doigt, chose qui affirme la grande sauvagerie qui sévit actuellement dans le monde", a-t-il ajouté.

06/12/2008

CPI

---

---

## b) Le Monde

### 1 Usa (le parrain)

#### 1 Bush

### Bush dit laisser à Obama un Proche-Orient meilleur qu'à son arrivée

George W. Bush a estimé vendredi qu'il laissait à son successeur Barack Obama un Proche-Orient meilleur aujourd'hui qu'au début de sa présidence, défendant avec ferveur ses huit années de politique controversée dans la région.

En dépit de "frustrations" et de "déceptions", "le Proche-Orient de 2008 offre davantage de liberté, d'espoir et de promesse qu'en 2001", dit M. Bush dans un discours qu'il devait prononcer vendredi après-midi à Washington.

"Le Proche-Orient continue à faire face à de graves défis. L'Iran et la Syrie continuent à soutenir le terrorisme, les activités iraniennes d'enrichissement d'uranium restent une menace majeure pour la paix, et nombreux sont ceux qui, dans la région, continuent à subir l'oppression", dit-il dans ce discours dont la Maison Blanche a diffusé le texte par avance.

"Mais les changements des huit dernières années annoncent le début de quelque chose d'historique et de nouveau" dans la région, dit-il. "Pour la première fois depuis très longtemps, cette région représente davantage qu'un noeud de problèmes à résoudre, ou un réservoir de ressources énergétiques à développer", a-t-il dit.

"Aucune autre région n'est plus essentielle pour la sécurité de l'Amérique", dit-il. Et aucune autre ne semble avoir concentré autant de motifs de réprobation de la politique de M. Bush, à commencer par la guerre en Irak. "Il est plutôt difficile de ne pas voir une détérioration aiguë des positions américaines au Proche-Orient (depuis huit ans). Il est très difficile de mentionner une quelconque réussite. Et s'il y en a eu, elles sont presque toutes le fait de l'armée américaine", pas de M. Bush, objecte l'expert Anthony Cordesman, malgré l'approche plus pragmatique des dernières années avec les secrétaires d'Etat Condoleezza

Rice et à la Défense Robert Gates.

Ses critiques reprochent à M. Bush d'avoir aliéné une bonne partie de l'opinion musulmane en entreprenant une guerre souvent dénoncée comme une "croisade", d'avoir attiré Al-Qaïda en Irak, d'avoir renforcé l'Iran chiite, de s'être détourné pendant des années de la mission présidentielle historique consistant à rechercher la paix entre Israéliens et Palestiniens.

"Toutes les décisions que nous avons prises n'ont pas été populaires. Mais la popularité n'a jamais été notre objectif", dit M. Bush dans un discours ayant valeur de testament.

Grâce au processus auquel il a présidé à partir de novembre 2007, Israéliens et Palestiniens sont engagés sur "une voie qui aboutira avec la réalisation d'une solution à deux Etats".

Le Liban est libéré de la présence militaire syrienne, la Libye a renoncé à son programme d'armes nucléaires, l'Iran est soumis à une pression internationale grandissante, dit-il. "Pour la sécurité de nos compatriotes et dans l'intérêt de la paix mondiale, l'Amérique ne permettra pas que l'Iran produise une arme nucléaire", dit au passage M. Bush, dans ce qui semble être le seul engagement pris au-delà de sa propre présidence, en dehors de tout conseil à l'attention de Barack Obama.

(Vendredi, 05 décembre 2008 –

Al-Oufok avec les agences de presse)

---

## 2 Les grandes manœuvres

### Plus de « chèque en blanc » pour Israël, selon un ex-ambassadeur US

Israël ne disposera plus d'un « chèque en blanc » auprès de la nouvelle administration américaine sous la direction du président démocrate élu Barack Obama, a estimé hier l'ancien ambassadeur des États-Unis en Israël, Martin Indyk. « L'administration Obama va user de la diplomatie pour faire du Moyen-Orient une région plus sûre, une région de paix, à l'encontre de ce qui s'est produit durant les sept années sous la présidence (de George W.) Bush », a assuré l'ancien diplomate. Par ailleurs, le numéro deux du département d'État américain, John Negroponte, se rendra en Israël la semaine prochaine, a annoncé dimanche le département d'État dans un communiqué.

CPI

08-12

---

## 4 Politique Internationale

### Organisations Mondiales & régionales

#### Otan - 3 Onu - 4 Nations Unies - Banque Mondiale- Mouvement des non-aligné (MNA)

#### Le Conseil de sécurité de l'ONU condamne les crimes des colons sionistes contre les palestiniens

Le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné, vendredi 5/12, les crimes sauvages des colons sionistes contre les palestiniens civils innocents à Al Khalil, où plusieurs maisons palestiniennes ont été brûlées.

À la demande des ambassadeurs des pays arabes aux Nations Unies, une conférence du conseil de sécurité de l'Onu s'est tenue, vendredi, où 15 membres de ce conseil ont condamné les crimes commis par les colons sionistes contre les palestiniens civils, notamment après l'évacuation des extrémistes sionistes d'une maison palestinienne à Al Khalil.

Le texte du conseil de sécurité de l'Onu insiste sur l'importance du respect des lois, règles et chartes internationales par l'entité de l'occupation.

Il a appelé à des efforts censés pour rétablir le calme dans les territoires palestiniens occupés en 1948, notamment à Al Khalil.

CPI

07/12/2008 - 10:50 ]

---

## La Banque mondiale inquiète pour le système bancaire à Gaza

La Banque mondiale déclare craindre un effondrement du système bancaire dans la bande de Gaza, contrôlée par le mouvement islamiste Hamas et soumise à un strict blocus israélien.

"La fermeture prolongée de Gaza et les sérieuses restrictions aux flux des personnes et des marchandises reste un sujet de grave préoccupation", dit la Banque mondiale dans un communiqué.

"Les restrictions israéliennes aux transferts de billets de banque vers Gaza ont créé une grave pénurie de liquidités. Cette crise de liquidités pourrait conduire à un effondrement du système bancaire commercial à Gaza", ajoute-t-elle en mettant en garde contre ses "implications humanitaires graves".

Israël, dit-elle, doit "agir rapidement pour réinjecter des liquidités dans les banques de Gaza" avant l'Aïd al Adha, la fête musulmane de trois jours qui marquera à partir de lundi la fin du pèlerinage de La Mecque. Le Premier ministre palestinien Salam Fayyad a déclaré cette semaine que les banques de Gaza n'avaient plus que 47 millions de shekels dans leurs caisses alors qu'il leur en faudrait 250 millions pour payer les salaires des 77.000 fonctionnaires locaux.

Un collaborateur de Tony Blair, émissaire du "quartet" des médiateurs internationaux au Proche-Orient, a déclaré comprendre les préoccupations de sécurité d'Israël mais croire que le blocus bancaire israélien a des effets contraires à ceux qu'il recherche.

Selon Farid Hadad-Zervos, ce n'est pas l'alimentation des banques en liquide qui permet aux activistes de se financer, mais la contrebande de marchandise et le marché noir florissants suscités par la fermeture des points de passage des marchandises entre Israël et Gaza.

Le Fonds monétaire international a estimé pareillement que l'aggravation de la crise à Gaza risque de renforcer les activistes qui disposent de sources de financement alternatives grâce à la contrebande transitant par le réseau des tunnels creusés sous la frontière entre Gaza et l'Égypte.

Dans son communiqué, le FMI juge que les fonctionnaires non payés risquent de tomber dans les bras des activistes, qui ont, eux, les moyens de les rémunérer.

Israël a renforcé son blocus de Gaza depuis le 4 novembre, jour où une incursion de Tshal a entraîné des représailles du Hamas sous forme d'une pluie de roquettes.

*(Samedi 06 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

---

## institutions et leurs satellites

### UNRWA

"c'est quoi l'UNRWA ?" :

C'est "l'Office de secours des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine - (*United Nations Relief and Works Agency*)"

"L'UNRWA a 60 ans d'âge"

### Bande de Gaza : malgré l'urgence sanitaire, toujours pas de levée du blocus.

Triste anniversaire que celui des 60 ans de l'UNRWA, l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient. Depuis le 4 novembre dernier en effet, l'action humanitaire dans la Bande de Gaza est entravée par le blocus israélien. Boulangeries, hôpitaux, pharmacies... La population manque de tout.

« Sur la liste des 416 médicaments essentiels, 97 sont en rupture de stocks dans les cliniques de la Bande de Gaza » dénonce l'ONG Médecins du Monde. Et « à l'heure actuelle, deux de nos camions contenant des médicaments et du matériel médical sont toujours bloqués à Jérusalem ». Une situation également dénoncée par le collectif AIDA, qui regroupe de nombreuses ONG travaillant dans les Territoires occupés.

Cette préoccupation est partagée par les Nations Unies. Par la voix de son Secrétaire général Ban Ki-moon, l'Organisation exprime ses craintes concernant la situation humanitaire. « Il est important et urgent qu'Israël autorise la livraison de l'aide humanitaire à la population civile » s'inquiète-t-il dans une déclaration transmise par sa porte-parole Michèle Montas. « Je regrette que mes appels n'aient pas été entendus ».

Même son de cloche du côté de l'UNRWA, qui proteste contre un flux insuffisant de camions. « Il faut au minimum 15 camions par jour pour maintenir nos opérations de base. Mais durant tout le mois dernier, nous n'avons pu faire entrer que 37 camions dans le territoire ».

Pendant ce temps, les 1,5 million d'habitants de la Bande survivent avec les moyens disponibles. Autrement dit pas grand-chose. Le manque d'approvisionnement en carburant compromet sérieusement le fonctionnement des services hospitaliers. Au premier rang desquels les urgences. Seule une ambulance sur deux serait aujourd'hui opérationnelle.

Un comble au regard de la violence qui règne dans le territoire...

*(Samedi 06 décembre 2008 – Al-Oufok avec les agences de presse)*

Al Faraby

Samedi, 06 décembre 2008

---

## Ue

### Une proposition de la Commission Européenne et du Conseil quant à la participation d'Israël aux programmes communautaires européens.

« Dans sa réunion du 5 novembre à Bruxelles, la Commission des Affaires étrangères et de Sécurité du Parlement européen a avalisé une proposition de la Commission Européenne et du Conseil quant à la participation d'Israël aux programmes communautaires européens. Ce nouveau protocole de coopération offre à Israël un accès illimité au programme de recherches scientifiques, académiques et techniques.

Pour son entrée en vigueur, l'accord doit cependant avoir l'aval du Parlement européen (PE). Il sera soumis au vote lors de la réunion plénière du jeudi 4 décembre à Bruxelles. La ministre israélienne des Affaires étrangères se rendra au Parlement Européen le mardi 2 décembre pour exercer des pressions sur les eurodéputés pour un vote en faveur de cet accord.

Ce nouveau protocole de coopération UE-Israël intervient alors que, sur le terrain, Israël accélère la construction de colonies, renforce le bouclage des territoires palestiniens, notamment dans la bande de Gaza,

et pratique de nombreuses formes de violation des droits de l'Homme.

Je voudrais par ce message vous inviter à mobiliser l'ensemble des organisations non gouvernementales de vos pays, pour intervenir auprès du PE afin de ne pas accorder ce privilège à Israël avant qu'il mette en œuvre les principes de la paix ».

Amicalement,  
Leila Shahid

## Pierre Barbancey : Au Parlement Européen Cohn-Bendit "souligne qu'il serait fou de ne pas rehausser le statut d'Israël".

Jérusalem participe déjà à plus de 600 programmes de recherches.: "Les eurodéputés sceptiques sur un statut spécial pour Israël. UE-Israël . Le Parlement européen a décidé de reporter son vote concernant un « rehaussement » des relations de l'Europe avec Tel-Aviv.

À une nette majorité, le Parlement européen a décidé de ne pas suivre le Conseil des ministres des Affaires étrangères et a purement et simplement reporté le vote concernant le rehaussement du statut d'Israël. Un vote d'autant plus remarquable que la ministre israélienne des Affaires étrangères, Tzipi Livni, était venue en personne, la veille, à Bruxelles, devant la commission des Affaires étrangères du Parlement.

Le « rehaussement » dont il est question donnerait tout simplement un statut spécial à Israël et en ferait quasiment un membre à part entière de l'Union européenne. C'est un camouflet pour Nicolas Sarkozy, actuel président de l'UE, qui, le 23 juin dernier, devant la Knesset (le Parlement israélien), annonçait que « la France travaillerait au rehaussement des relations entre l'Union et Israël ». C'est pourquoi il a fait accélérer le processus. « Nous avons cru comprendre qu'on aurait le temps de voir les progrès accomplis sur le terrain, mais les choses se sont précipitées », a indiqué à l'Humanité l'eurodéputée Véronique De Keyser (PSE), qui, immédiatement après le vote, s'est exclamée : «

L'honneur du Parlement est sauvé. »

Ce vote a été obtenu après que Francis Wurtz, président du groupe GUE-GNL au Parlement européen, fut intervenu pour demander une modification de l'ordre du jour. En clair, alors que les eurodéputés doivent donner un avis conforme en disant oui ou non, Francis Wurtz leur proposait de reporter la question. L'argument amené à la tribune du parlement a porté et a su capter les voix des socialistes et des Verts européens (Cohn-Bendit est intervenu en ce sens, tout en soulignant qu'il serait fou de ne pas rehausser le statut d'Israël). Francis Wurtz s'est appuyé sur ce que préconisait la délégation du Parlement qui s'est rendue en Israël et dans les territoires palestiniens en mai dernier (à laquelle participaient tous les groupes).

Les eurodéputés demandaient « qu'il y ait des signes sérieux de bonne volonté traduits par des réalités tangibles sur le terrain par Israël ».

Le président de la GUE notait que ces signes n'ont pas été donnés et qu'un an après la conférence d'Annapolis il convenait de reporter tout vote du Parlement jusqu'à ce que des « signes de bonne volonté » soient donnés par Tel-Aviv.

Accorder un tel statut reviendrait à accorder une prime à l'occupation, selon la formule d'un député européen. Comme le soulignait Francis Wurtz devant le Parlement européen le 5 juin : « Ce qu'on attend de l'Europe au sud de la Méditerranée à ce propos, c'est qu'elle surmonte enfin ce que l'ancien représentant du secrétaire général des Nations unies, M. de Soto, appela fort justement "l'autocensure" à l'égard d'Israël concernant la violation permanente du droit international. »

Tout le monde comprend bien que l'enjeu est purement politique, puisque, selon le fait accompli, cher aux dirigeants israéliens, Tel-Aviv participe déjà à plus de 600 programmes de recherches. La manoeuvre est, de plus, habile : elle tente d'enfermer le débat sur la sanction ou non

de la société civile israélienne – en l'occurrence les scientifiques -, qui serait la bénéficiaire de tels programmes. Si l'on ajoute à cela les campagnes de lobbying et les pressions (dénoncées y compris par Véronique De Keyser : « Nous sommes victimes de pressions, traités d'antisémitismes », assure-t-elle), on comprend les difficultés du débat. Le report décidé hier a été appuyé par le PCF, de nombreuses associations et Leïla Shahid, déléguée générale de Palestine auprès de l'UE, qui demandait « de ne pas accorder ce privilège à Israël avant qu'il mette en oeuvre les principes de la paix ».

Par Pierre Barbancey

IsraelValley Presse(ISRAEL VALLEY Site Officiel de la Chambre de Commerce France Israël)

Publié le 7 décembre 2008 à 09:48

<http://www.israelvalley.com/news/2008/12/07/20664>

## Daniel Rouach : Pas de renforcement des relations entre l'UE et Israël.

Extrait

Le Monde.fr : "Le Parlement européen a reporté mercredi un vote prévu sur le renforcement des relations entre l'UE et Israël, afin de sanctionner la politique israélienne envers les Palestiniens, surtout le blocus de la bande de Gaza, selon plusieurs groupes politiques.

Le Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, qui avait exhorté mardi les Européens à lier tout renforcement de leurs relations avec Israël à des progrès dans le processus de paix, s'est félicité de ce report.

Par cette décision, le Parlement européen "envoie un signal clair: oui à une amélioration des relations entre l'UE et Israël, mais en fonction de l'attitude de ce pays vis-à-vis du processus de paix", a déclaré le groupe de la Gauche unitaire européen (GUE, communistes) dans un communiqué.

Le président de la GUE, le Français Francis Würtz, a demandé à l'ouverture de la session plénière que le vote du Parlement sur cette proposition soit reportée jusqu'au jour où Israël aura donné des "signes sérieux de bonne volonté traduits par des résultats tangibles sur le terrain".

Une proposition soutenue par les Verts et les socialistes et adoptée en séance plénière, dans un hémicycle très clairsemé.

"Le blocus de Gaza, loin d'affaiblir le Hamas, le radicalise, et il fait peser des souffrances intolérables sur des innocents qui pour moitié d'ailleurs ont voté Fatah aux élections de 2006", a expliqué la socialiste Véronique De Keyser.

La commission des Affaires étrangères avait pourtant recommandé au Parlement de soutenir la proposition des 27 d'autoriser Israël à participer à la plupart des programmes communautaires (protection des consommateurs, innovation et compétitivité, culture, recherche...).

"C'était un signe positif vers Israël, mais l'opportunité politique actuelle, vue l'aggravation de la situation à Gaza, nous a obligés à reporter le vote", a expliqué Mme De Keyser.

Daniel Rouach

05 décembre

## Salam Fayyad a salué le report ...

Salam Fayyad a salué le report estimant que le Parlement européen "montre ainsi son attachement au droit international et à un règlement basé sur deux Etats", Israël et la Palestine.

Selon lui, un tel règlement est "mis en réel péril par l'intensification de la colonisation israélienne en violation de la loi internationale et des termes de référence du processus de paix".

M. Fayyad a aussi rappelé "les violations israéliennes des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, notamment le blocus imposé à la bande de Gaza".

Lundi, M. Fayyad avait exprimé sa "profonde inquiétude" quant à un possible renforcement des relations entre Israël et l'UE, lors d'une rencontre avec des diplomates européens.

"Je leur ai dit que, étant donné qu'Israël a violé tous ses engagements, notamment en matière de droits de l'Homme, les pays de l'UE devraient attendre avant de relever le niveau de représentation d'Israël à l'UE", a-t-il dit mardi à la presse.

Il a relevé que la situation sur le terrain dans les territoires palestiniens ne s'était pas améliorée depuis le 16 juin, date à laquelle l'UE avait lancé des négociations avec Israël pour renforcer leurs relations".—

05 décembre

## Fayyad marque un point dans la bataille diplomatique contre Israël

L'UE reporte un vote sur le renforcement de ses relations avec l'État hébreu.

En travaillant inlassablement pour améliorer la sécurité et les conditions de vie en Cisjordanie en dépit des restrictions israéliennes, le Premier ministre palestinien Salam Fayyad marque aussi des points dans la bataille diplomatique contre l'État hébreu.

Le Parlement européen, relevant l'absence de progrès dans le processus de paix en raison de l'attitude israélienne, a ainsi reporté cette semaine un vote sur le renforcement des relations entre l'Union européenne et Israël.

Cette décision est survenue après que M. Fayyad eut fait part à des diplomates européens de sa « profonde inquiétude » d'un possible rehaussement de ces relations alors qu'Israël « continue de violer tous ses engagements » dans le cadre du processus de paix relancé en novembre 2007 à Annapolis (États-Unis).

M. Fayyad a salué la décision du Parlement européen, s'en gardant néanmoins de tout triomphalisme, présentant son action sur le terrain comme un intérêt palestinien avant tout, même si elle se traduit aussi par des pressions diplomatiques sur Israël. « Pour que nous soyons crédibles, il faut qu'on déploie tous les efforts nécessaires pour nous aider nous-mêmes. En agissant ainsi, nous gagnons la sympathie du monde avec les objectifs que nous voulons atteindre », a expliqué M. Fayyad à l'AFP.

Mais il relève qu'au moment où son gouvernement s'efforce de changer le quotidien des Palestiniens, Israël poursuit la colonisation en Cisjordanie et y maintient des centaines de barrages militaires qui morcellent le territoire. « L'UE est un groupement fondé sur des valeurs et des idéaux qui sont incompatibles avec les violations du droit international et des droits de l'homme commis par Israël », a affirmé M. Fayyad pour expliquer la décision du Parlement européen. « Le processus politique dans lequel l'UE souhaite être un acteur-clef a pour objectif la création d'un État palestinien.

Comment un tel État peut-il voir le jour avec la poursuite de la colonisation ? » s'est-il interrogé.

En Israël, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Yigal Palmor, a cherché à minimiser la décision du Parlement européen. « C'est un simple report, ce n'est pas une annulation. Israël espère que le vote sera bientôt remis à l'ordre du jour. »

06 décembre 2008. L'Orient-Le Jour

<http://www.lorient-lejour.com.lb/page.aspx?page=article&id=387162>

---

## 7 Europe

### 1 Autriche

## Le président autrichien appelle à arrêter les sanctions collectives

Le président autrichien Hans Fischer a catégoriquement condamné l'injuste blocus imposé sur la bande de Gaza pour la troisième année consécutive. Les autorités israéliennes ont encore plus renforcé ce blocus pendant les dix-huit mois derniers.

Cette condamnation est parvenue pendant une rencontre entre le président autrichien et une délégation de la « Campagne européenne pour briser le blocus ».

Le président autrichien Fischer s'est montré touché par la souffrance humaine de la bande de Gaza, surtout en cette période où l'ONU et d'autres institutions juridiques internationales tirent la sonnette d'alarme contre les conditions difficiles de la bande de Gaza.

Les représentants de la « Campagne européenne pour lever le blocus de la bande de Gaza » ont présenté un dossier au président autrichien pour le mettre au courant de ce qui se passe dans la bande de Gaza.

Ils ont l'intention de mettre toute l'Europe au courant de la situation catastrophique de la bande de Gaza.

L'Europe doit réagir et faire des pressions sur les autorités israéliennes afin qu'elles arrêtent le blocus et ouvrent les points de passage.

Les efforts dans ce sens viennent de donner quelque chose. En effet, le Parlement européen vient de remettre à plus tard le vote sur la décision des ministres des affaires étrangères de l'Union Européenne d'élever le niveau des relations entre "Israël" et l'UE, à cause de l'injuste blocus imposé sur la bande de Gaza et l'agression israélienne pratiquée de façon incessante contre la Cisjordanie.

CPI

05/12/2008

<http://www.palestine->

[info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s76Yv1Yxyj7qfvvLuTiuU5yNzomRcTysXKyQkC3wDP2McPpGSSkQZHb36pHBVJc4676zJXdRmSp%2fhusnRmM1192y0KjwFvwy1MIM4B09IW%2fs%3d](http://www.palestine-info.cc/fr/default.aspx?xyz=U6Qq7k%2bcOd87MDI46m9rUxJEpMO%2bi1s76Yv1Yxyj7qfvvLuTiuU5yNzomRcTysXKyQkC3wDP2McPpGSSkQZHb36pHBVJc4676zJXdRmSp%2fhusnRmM1192y0KjwFvwy1MIM4B09IW%2fs%3d)

---

## 2 France

### Des milliers de personnes défilent à Paris contre le siège

Des milliers de personnes sont sorties dans les rues de la capitale française, samedi soir, pour protester contre le siège israélien imposé sur Gaza et pour exiger sa fin immédiate.

Le député Jamal Al-Khudari, le chef du comité populaire contre le siège, s'est adressé au rassemblement, de Gaza, louant de telles activités de solidarité pour encourager l'endurance et la patience du peuple palestinien.

Il a appelé à la continuation de telles activités, ajoutées à d'autres, comme des sit-in et des envois de bateaux à Gaza. En plus de cela, il faut mettre la pression sur les gouvernements pour qu'ils interviennent et soulèvent le siège.

Le législateur a décrit le siège israélien sur Gaza de « non éthique » et de « crime de guerre inhumain », et il a affirmé qu'il est convaincu qu'un jour, le siège prendra fin et le peuple palestinien sera victorieux.

Le bloc parlementaire du Hamas a aussi remercié Dr. Ali Larijani, le président du conseil islamique de la Shura, pour avoir fortement condamné le siège imposé sur Gaza.

Il a dit dans une lettre à Dr. Larijani, samedi, que le siège sur Gaza constituait un véritable désastre qui privait un million et demi de Palestiniens des éléments élémentaires de la vie.

Le bloc a appelé à des mesures pratiques plus grandes pour soulever le siège qui a tué 260 malades jusque-là, qui ne pouvaient voyager pour recevoir un traitement à l'étranger. Des centaines d'usines ont aussi été fermées à cause de ce siège, usines qui fournissaient de quoi se nourrir à des dizaines de milliers de gens. La Bande a été transformée en la plus grande prison du monde.

CPI

08-12

---

---

---

---

## 5 Médias/Vidéos

### 5-1 Chérif BOUDELAL : Le blocus contre GAZA par les armes... Et les médias français le font par le silence !

Ce Dimanche 30 novembre 2008, le quatrième bateau humanitaire (libyen celui-ci), transportant trois mille tonnes d'aide humanitaire à la population de Gaza agonisante a été empêché par les navires de guerre israéliens d'entrer au port de Gaza, et refoulé vers l'Egypte.

Comme les fois précédentes, les médias français sont restés muets sur l'existence et le refoulement du bateau humanitaire libyen. De la même façon, ils avaient caché aux Français les actions précédentes faites par des Hommes et de Femmes libres de nationalités différentes, qui ont brisé le blocus sur Gaza à trois reprises depuis août dernier. Comme ils ont observé un silence lâche sur la punition collective pratiquée par Israël contre les habitants de Gaza depuis près de deux ans, ce qui relève du crime contre l'humanité par les lois internationale.

Mais Israël est exonéré de cette criminalité grâce aux lobbies qui le soutiennent à travers le monde et le silence complice des médias. En France comme ailleurs en Occident, nous sommes face à un lobby médiatique bien organisé et déterminé à ne rien laisser filtrer de la barbarie israélienne pour maintenir l'opinion française dans l'ignorance du génocide pratiqué par Israël contre les habitants de Gaza, qu'il veut asphyxier en douceur et dans l'anonymat.

D'autres bateaux suivront

Plusieurs autres bateaux se préparent pour faire le voyage à Gaza afin de briser le blocus de la honte auquel participent tous les États membre de l'ONU - « ce machin » qui est devenu un instrument entre les mains des USA pour légitimer leurs occupations et protéger Israël, en faisant semblant de secourir les peuples occupés qui agonisent en permanence et dans l'indifférence.

Les actions opérées par ces Hommes et ces Femmes libres donnent une lueur d'espoir aux Palestiniens de Gaza de voir les morts-vivants se réveiller de leur sommeil qui n'a que trop duré. Même les morts arabes commencent à se réveiller peu à peu, puisque le prochain bateau qui se dirigera vers Gaza partira de Qatar ! Il faut toujours un début pour réveiller tous les morts de la planète et démasquer les barbares de ce monde ainsi que leurs complices éhontés. C'est de cette façon que l'on peut briser définitivement l'embargo criminel qui consiste à exterminer un peuple en le faisant mourir à petit feu. Une honte de l'humanité jamais connue par l'Histoire, ni même par la préhistoire.

### **Les criminels et leurs complices doivent être dénoncés et combattus**

La population de Gaza souffre de l'embargo qu'Israël lui impose depuis près de deux ans : 80% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et dépend de l'aide humanitaire. Or, Israël bloque toutes les aides qui lui sont destinées dans ses ports. Résultat : plus de 60% d'enfants souffrent de malnutrition. Les hôpitaux et cliniques manquent de médicaments, et les malades meurent pour faute de soins. Malgré ce génocide non déclaré, les médias français observent un mutisme total pour ne pas montrer le vrai visage d'Israël, gouverné par des criminels en puissance.

Les nombreux appels lancés à la conscience professionnelle des journalistes de tous les médias n'a pas suffi pour les ramener à la raison. Le moment est venu de les dénoncer comme des vulgaires complices du crime. Tous ceux qui ne veulent pas être complices de cette honte sont invités à dénoncer aussi bien les dirigeants israéliens criminels que leur leurs complices.

Contrairement au génocide nazi perpétré contre les Juifs d'Europe, où les horreurs se faisaient derrière les murs, les pratiques israéliennes contre les Palestiniens sont publiques et transparentes, puisque nous les voyons à travers des chaînes de télévision libres, et personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Quand on soutient le crime, on est aussi criminel que les auteurs de ce crime. Et quand on le couvre par le silence, on est complice. Dans les deux cas on est criminel, mais avec des degrés différents. C'est aux hommes et aux femmes libres de France de les dénoncer, haut et fort, comme tels.

Chérif BOUDELAL –

1<sup>er</sup> décembre 2008)

Chérif BOUDELAL, vice-président du collectif « Paix Comme Palestine »

## **5-2 KHALED ABU TOAMEH : Al-Jazeera interdite de Moukhata.**

L'Autorité palestinienne (AP) a décidé d'interdire l'accès d'un certain nombre de journalistes à la Moukhata, résidence de Mahmoud Abbas à Ramallah.

Cette décision vise à les punir d'avoir émis des critiques envers la direction palestinienne et d'avoir rapporté les activités des dirigeants du Hamas.

Les journalistes et les équipes de télévision d'Al-Jazeera sont sur la liste noire de l'AP. Ils sont interdits d'accès à la Moukhata depuis deux semaines.

Par ailleurs, d'autres journalistes des médias arabes et occidentaux ne sont plus désormais les bienvenus sur le site résidentiel.

L'Association de la presse étrangère a durement condamné ces restrictions et a exhorté les autorités de Ramallah à y mettre fin.

Al-Jazeera a été interdite d'accès à la Moukhata après avoir choisi de ne pas diffuser un discours du président Abbas au conseil de l'OLP de Ramallah et d'avoir retransmis à la place une conférence du leader du Hamas Khaled Mashaal devant des groupes radicaux à Damas.

Les dirigeants de l'AP accusent en effet Al-Jazeera de favoriser le Hamas depuis sa prise de contrôle de Gaza en juin 2007. Selon eux, la chaîne de télévision sert de plateforme au Hamas et à d'autres groupes.

Plusieurs voix réclament même la fermeture des bureaux d'Al-Jazeera en Cisjordanie, qui ont d'ailleurs été la cible de violences de la part d'activistes du Fatah ces deux dernières années.

Pour le moment, Al-Jazeera n'a pas commenté la décision de l'AP. D'après une source à l'intérieur de la chaîne arabophone, l'AP aurait prévenu que tout commentaire ne causerait que davantage de dommages à ses journalistes.

KHALED ABU TOAMEH

The Jerusalem Post

12.07.08

<http://fr.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1227702459159&pagename=JFrench%2FJPArticle%2FShowFull>

## **5-3 Les relations UE-Israël.**

Béatrice Patrie, présidente de la délégation du Parlement européen pour les pays du Machrek  
écouter 03 min

[http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article\\_75648.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article_75648.asp)

« Il s'agit de renforcer nos relations avec Israël, mais à un certain nombre de conditions. Parmi ces conditions, nous souhaitons une amélioration de la situation humanitaire à Gaza. »

Le Parlement européen a reporté mercredi un vote prévu sur le renforcement des relations entre l'Union européenne et Israël. En refusant de se prononcer, les députés européens ont finalement sanctionné la politique menée par l'Etat hébreu à l'égard des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Kamel Djaidier

[05/12/2008]

---

## 5-4 Leïla Shahid : L'Union européenne est beaucoup trop indulgente avec Israël.

Déléguée générale de la Palestine auprès de l'Union européenne

écouter 03 min

[http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article\\_75552.asp](http://www.rfi.fr/actufr/articles/108/article_75552.asp)

*«L'Union européenne est beaucoup trop indulgente avec Israël. Elle met Israël au dessus du droit. Israël est le seul pays à qui on ne demande pas de comptes.»*

Les responsables de l'Autorité palestinienne sont inquiets de l'approfondissement des relations entre Israël et l'Union européenne. Lundi, le Premier ministre Salam Fayyad a déclaré à des diplomates européens que le renforcement de ce partenariat était « inopportun ». Pour sa part, Tzipi Livni, la ministre israélienne des Affaires étrangères sortante, est à Bruxelles pour défendre le dossier de l'État hébreu devant la commission des Affaires étrangères du Parlement européen.

Farida Ayari

[03/12/2008]

---

## 5-5 vidéo Bilin

<http://www.youtube.com/watch?v=E2kXCHDdpas&eurl=http://www.bilin-village.org/francais/>